RECHERCHE-ACTION, ÉSS ET PROTOTYPAGE

Bernard GARRIGUES, Docteur en géographie

Cette communication invite à décaler un peu le regard sur la recherche-action dans l'ÉSS. Nous proposons, dans ce champ, une technique venue du monde industriel : le prototypage ; mais revisitée à l'aune de la vertu économique et sociale de l'ÉSS.

01/ Elle rend compte aussi d'une soixantaine d'années d'actions militantes ÉSS, cadrées par des recherches théoriques. Les actions proposées aujourd'hui sont déjà dans les tuyaux. Je ne sais à quoi et comment elles aboutiront, mais je vous donne la certitude d'une saison 2, même si je n'en ai aucune de les aboutir dans quelques jours, quelques mois ou quelques années.

02/ Je vous propose de traiter : (1) du socle du caractère vertueux historique de l'ÉSS, censé maintenant normé par la loi du 31 juillet 2014, (2) de délimiter par réflexivité le champ des possibles dans notre économie nationale, aujourd'hui formatée à son goût par l'économie financière ; (3) d'y choisir les occurrences essentielles à soumettre à un prototypage prudent ; (4) d'établir les règles respectées par les entreprises de l'ÉSS et leur maintenance.

1/ La loi du 31 juillet 2014¹ n'offre aucune garantie de vertu des entreprises de l'ÉSS

03/ La vertu économique des entreprises de l'ÉSS a à voir avec la « manière d'être » du Rapport Notat/Sénard² ou du philosophe Georg Hegel dans *Principe de la philosophie du droit* (1820). Elle n'a rien à voir avec celle, politique, de Nicolas Machiavel ou à la vertu féminine exigée par la morale patriarcale.

04/ Proposons que la vertu de l'ÉSS corresponde au croisement des dispositions de l'article 1 de la loi du 31 juillet 2014, la définissant, avec celles de l'article 2, fixant son utilité sociale, par un objet remplissant au moins une de quatre conditions cumulables : (1) soutien aux personnes en situation de fragilité ; (2) contribuer à la préservation du lien social ; (3) contribuer à l'éducation populaire ; (4) concourir au développement durable.

05/ La vertu économique et sociale d'une entreprise d'ÉSS peut être analysée à l'aide d'une matrice simple et efficace issue de la loi : (1) la **gouvernance** à deux occurrences : démocratique, non lucrative ; (2) le **type** à quatre occurrences : coopérative, mutuelle, association et fondation, entreprise commerciale d'utilité sociale ; (3) l'**objet** à quatre occurrences : soutien aux personnes en situation de fragilité, contribuer à la préservation du lien social, contribuer à l'éducation populaire, concourir au développement durable. Par exemple : **démocratie, lucrativité ; coopérative ; développement durable** ou **démocratie, lucrativité ; mutuelle ; fragilité, lien social, éducation populaire, développement durable** :

06/ Plus, bien sûr aussi, par ses résultats pour raisons majeures : (1) cela permet au pouvoir administratif de positionner l'entreprises parmi les autres ; (2) c'est le moyen le plus simple et

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000029313296/>

² https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/entreprise_objet_interet_collectif.pdf

2 RAPES

le plus efficace pour l'entreprise de se connaître et d'évoluer afin d'atteindre l'objectif de sa raison d'être, voire de le modifier au fur et à mesure de l'évolution de son environnement. Pour l'analyse, il importe de connaître le taux de marge ; c'est à dire la différence entre la production commercialisée sur l'exercice et le coût des moyens de production engagés sur l'exercice. Enfin, certes le bilan énergétique de l'entreprise n'est pas une exigence réglementaire, mais dans un environnement de réchauffement climatique, le solde énergie dégradée moins énergie gradée stockée ou commercialisée de chaque entreprise devient stratégique et pour l'entreprise, et pour la nation. Cf Annexe I GRILLE D'ANALYSE ÉSS 1

07/ Mais nous devons tenir compte de la malice extrême de l'économie financière dominante. Par exemple, pour nous la solidarité est une pratique de voisinage alors que, pour l'économie financière, il s'agit d'abord de la solidarité des acteurs de rez-de-chaussée (Fernand Braudel, 1985) envers ses plus gros acteurs des étages par le processus de dépenses contraintes. Nous proposons donc d'analyser la vertu de l'entreprise d'ÉSS, en plus, sur la **solidarité** comme une règle de gouvernance. Une autre règle de gouvernance de la relation de voisinage échappe aux radars politiques, celle de la diffusion symétrique de l'information utile aux membres de l'entreprise. Nous pourrions l'appeler **Puissance néguentropique**. Enfin, il nous étonne qu'une règle d'égalité ne soit pas inscrite dans la gouvernance : l'activité d'une entreprise d'ÉSS se doit d'être **équitable**. Elle se doit a minima d'avoir un solde énergétique neutre afin de ne pas attenter au développement durable. Même si elle rend des comptes réglementaires, son compte de résultat fait ressortir uniquement des excédents. Constat qui délimite bien le champ de l'ÉSS : la valorisation des ressources pléthoriques (l'énergie naturelle, l'espace en friche, l'intelligence collective, le travail des hommes, les déchets). Cf Annexe II GRILLE D'ANALYSE ÉSS 2.

08/ Un peu indépendamment de ma volonté, je constate que ce processus de définition de la vertu économique des entreprises de l'ÉSS tend vers un idéal biens communs ostromiens ; en France, les Biens des Communautés Villageoises (BCV), du moins, ceux qui fonctionnent correctement. Disons la face qu'Ostrom avait indiqué en friche de sa recherche. Est-ce une hypothèse ou une conclusion ?

09/ Hélas, la loi ne prévoit aucune sanction de régulation contre les entreprises d'ÉSS non vertueuses ; le droit fiscal détient cependant la compétence de les requalifier entraînant des sanctions fiscales équivalentes à une condamnation à mort. La seule possibilité normale reste que l'entreprise dispose du pouvoir de s'autocontrôler. Vous y trouverez diverses dispositions de régulation légale, mais les cas du Crédit Agricole ou des mutuelles de stricte observance qui sont passées en douce du Code de la Mutualité au Code de l'Assurance à fort taux de marge montrent que l'économie financière maintient fermement la barre des comptes de l'ÉSS.

10/ Il n'en reste pas moins que la loi du 31 juillet 2014 fait partie du droit positif ; elle s'impose à nous. Avec 7 ans de recul, nous pouvons affirmer que globalement, elle n'a amélioré ni le sort de l'ÉSS, ni l'efficacité humaniste de l'économie nationale. La société civile dispose cependant d'un moyen constitutionnel de détourner la loi : **le contrat est la loi des parties**. Terrain où nous sommes plutôt bon : il s'agit que nos contrats ne franchissent pas les limites des dispositions d'ordre public, du léonin, de l'illicite.

11/ Proposons trois points sur lesquels l'ÉSS détournera la loi afin de maîtriser son territoire : (1) s'ériger en contre-pouvoir économique local aux pouvoirs politique et administratif ; (2) créer des entreprises de droit commun de logique ÉSS, (3) prendre le contrôle du patrimoine financier de nos membres. Un physicien quantique constaterait l'enchevêtrement de ces trois points : tant mieux, une seule logique peut suffire à tout

contractualiser. Truisme de constater que le champ des possibles contractuels est bien plus vaste que le champ qu'autorise ou interdit la loi : à nos imaginations, à notre créativité !

2/ La réflexivité des chercheurs ÉSS comme pratique d'entreprises vertueuses.

12/ La **réflexivité** est une démarche méthodologique en sciences sociales consistant à appliquer les outils de l'analyse à son propre travail ou à sa propre réflexion et donc d'intégrer sa propre personne dans son sujet d'étude. Dans ce cas d'espèce, nous proposons deux éléments qui nous ont conduit à cette recherche-action :

2.1 Une analyse historique de l'ÉSS depuis la Révolution jusqu'à la loi du 31 juillet 2014.

13/ Jusqu'à la Révolution française, l'ÉSS se développe au gré de la charité chrétienne, des congrégations monastiques ou régulières, du syndicalisme comme organisation de la représentation par mandat contractuel, de la mutualisation et de la coopération comme relation de voisinage, des confréries, consulats, jurandes, bourgeoisies, etc... et des corporations !

14/ Les corporations devinrent une telle puissance économique qu'elles parvinrent à bloquer, par leur conservatisme, tout progrès technique ou politique. Les décrets d'Allarde et Le Chapelier les abolissent, en 1791 ; et, dans la foulée, toutes associations à but économique : syndicat, mutuelle, congrégation, etc ... Leur existence de fait est passible des pires sanctions pénales. Le Code Pénal de 1810 formalise le délit de coalition créé par le décret Le Chapelier. La Révolution, basée sur les droits individuels garantis par la Constitution (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 4 août 1789), ignore et combat les droits spécifiques des communautés. Nous rappeler constamment que le conservatisme guette toujours les bonnes intentions de nos projets.

15/ Le Code Civil du 21 mars 1804 régularise la situation par ses dispositions du livre 2, titre III (et suivants) : « *Des contrats et des obligations conventionnelles en général.* ». Et du titre IX : « *De la société* ». Le Code Civil obéit clairement à la logique révolutionnaire des droits individuels garantis : un contrat porte sur les droits dont disposent chaque cocontractant ; sont mis en société les droits individuels clairement délimités de chacun des sociétaires. L'ÉSS de droits en commun s'engagea (très) peu dans les opportunités de s'organiser mises à sa disposition par la loi.

16/ L'ÉSS arrache peu à peu durant le 19^{ème} siècle, une à une, les différentes modalités d'agir en commun : 1852 Société de secours mutuel, 1864 Association syndicale, 1865 abrogation du délit de coalition, 1867 Coopérative de production, 1884 Syndicat sans syndic de contre-pouvoir économique local aux pouvoirs administratif et politique locaux, 1901 Association sans but lucratif. 1947 voit paraître la loi sur la coopération, 1955 le Code de la mutualité, 1987 la loi sur les fondations. Un point remarquable : toutes ces évolutions législatives viennent d'initiatives gouvernementales (Syndicat, Association), voire impériale (Mutuelle, Coopérative). Idem pour les contrepouvoirs économiques locaux : Syndic athénien, Ban franc, Procureur-syndic de la Constituante, Syndicat sans syndic de 1884 ; tous mis en place par le pouvoir politique national afin de résoudre une crise économique inextricable, la situation actuelle. Les programmes à l'élection présidentielle sont très, très éloignés d'une telle vision politique.

17/ Que la loi du 31 juillet 2014 résulte d'erreurs d'analyse depuis 1791 de la mouvance civile des droits propres des communautés semble l'hypothèse la plus raisonnable. En prendre acte signifie nous ouvrir un champ des possibles très fertile.

2.2 Un retour distancé et critique sur 58 années d'expérience de commun (BCV)

18/ Je débarque dans un village lozérien le 1^{er} janvier 1964. Le maire de la commune me loue l'école du village qui a perdu son dernier élève au mois de juillet 1963. Un village, La Garde Guérin, fort bien pourvu en biens communs : la plus grande propriété du village, une carrière de grès exploitée, une mine d'argent exploitée durant 80 ans au 19^{ème} siècle. Bien accueilli par la trentaine d'habitants ; je suis une personne ressource ; je viens de subir la formation de l'École Nationale d'Élevage Ovin de Rambouillet. Le troupeau du village d'environ 350 brebis est gardé par un berger commun. Je maîtrise assez bien les techniques d'élevage, de soins vétérinaires, de clôture, etc ... Je peux aider les uns et les autres ... je participe aux travaux en communs, prestations³ ou autres. La communauté semble tourner rond et avoir un fonctionnement très efficace ...

19/ Je ne comprends pas trop comment cela fonctionne ... personne ne dirige ... les habitants travaillent ensemble sans qu'aucune décision n'ait été prise ... chacun est toujours à sa place dans l'équipe ... le matin au départ du troupeau l'un ou l'autre ramasse une avoinée de tous pour y avoir mis une bête malade ou un agneau mal foutu qui a monté une brebis en chaleur, etc ... J'avais tété la démocratie au lycée avec des professeurs qui avaient fait la guerre, avaient été en camp de concentration avec des résistants célèbres, étaient des militants du Parti Communiste⁴. Cette communauté sans aucun principe démocratique qui tournait comme une horloge dans une ambiance de solidarité bienveillante, mais dure, m'étonnait et me posait des questions sans réponse. Réponses reçues en 2010 lorsque l'œuvre majeure d'Élinor Ostrom *Gouvernance des biens communs* paraît en France.

20/ Nous nous marions avec une fille du village en 1966 ; mariage qui casse le code des alliances familiales organisées par le curé dès la naissance, très mal reçu par la société locale et une partie de la famille de mon épouse. Nous préférons partir. Je réussis un concours administratif de la fonction publique hospitalière. Pendant 23 ans, je mène avec mon épouse une double carrière : travailler à l'hôpital et faire tourner l'exploitation ovine familiale. Je milite à la CFDT, mon épouse à la FCPE ; plus, tous les deux, à l'association de défense du village.

21/ Parallèlement, nous poursuivons la mise en valeur des BCV du village. En 1971, le Préfet de la Lozère me charge d'aller présenter au cabinet du Premier Ministre Chaban-Delmas la candidature de La Garde Guérin aux 101 mesures pour l'environnement qui aboutit, entre autres, à une nouvelle adduction d'eau plus abondante, les remparts sont remontés, des égouts établis, les rues repavées, le village illuminé. En 1975, nous signons un contrat de forage de 20 ans pour l'exploitation de notre carrière de grès arkose. En 1988, un réseau d'irrigation est mis en place à partir des droits d'eau du village sur le Chassezac. Etc ... La loi du 5 janvier 1985, dites « Loi montagne » interdit l'activité progressiste des habitants du village, pratiquement dessaisis de leur pouvoir de décision et de leurs revenus en commun.

22/ Suite à une tumeur sur les cordes vocales et une opération chirurgicale lourde, je suis mis à la retraite par mon administration en 1990. Nous rejoignons le village, mais je suis out environ trois ans : impossibilité de parler, rééducation difficile à vivre et longue. Je deviens cependant un militant de l'ÉSS extrêmement actif : correspondant local (Lozère) du Réseau de l'Économie Alternative et Solidaire, d'Oasis en tous lieux, de la Nouvelle Économie Fraternelle ; Groupe de recherche-action MBCarré, Association Nationale de défense des Biens

³ Les prestations sont des impôts en nature de travail que chaque citoyen doit à la communauté. Elles sont décomptées en journées

⁴ Georges Pompidou a fait partie du corps professoral du lycée, entre 1935 et 1938.

des Communautés Villageoises (AFASC) dont je suis un vice-président. Je termine ma formation de diplôme d'ingénieur au CNAM. En 1998, je suis une formation DU de développement local à l'Université de Clermont Auvergne, dont le directeur m'incite à entreprendre un cursus doctoral, exécuté de 1999 à 2004 à l'Université Paul Valéry à Montpellier où j'obtiens le grade de docteur en septembre 2004 comme géographe après avoir soutenu une thèse de développement local : *Analyse de la valeur des fonctions du monde rural*.

23/ En 2000, je fus invité, intuitu personae, à participer au groupe d'étude autour de Guy Hascoët, Secrétaire d'État à l'Économie Solidaire, planchant sur de nouvelles formes d'entreprises d'ÉSS. Ces travaux devaient aboutir à la loi du 17 juillet 2001 créant les SCIC, mais aussi adaptant les SAS comme entreprises de droit commun pouvant porter une logique ÉSS.

24/ Je revendique l'état de paysan du territoire de ma communauté villageoise, instituée en parairie⁵ au 10^{ème} siècle, c'est à dire d'habitants égaux en droit et en devoir. La logique patrimoniale caractérise l'activité paysanne. Une telle somme de connaissances empiriques rend robuste et raisonnable l'analyse réflexive énoncée.

25/ Ces deux éléments réflexifs nourrissent notre démarche de recherche-action : « *Par l'analyse, nous devenons ; par la négociation, nous sommes reconnus* » (Thierry GAUDIN, 1978).

3/ Le champ des possibles de l'ÉSS : quoi prototyper ?

26/ Notre hypothèse est d'inverser, par nos pratiques, la logique sournoise de la loi du 31 juillet 2014 : afin que, à partir de ses entreprises actuelles, l'ÉSS crée des entreprises de droit commun capables de mettre en œuvre le patrimoine financier de ses membres en respectant sa logique d'économie éthique ; de sortir du carcan politique ÉSS ses entreprises dont l'efficacité économique est égale aux entreprises de l'économie dominante, voire supérieure. Appliquer la logique Crédit Agricole à des entreprises de droit commun qui respectent la vertu économique de l'ÉSS. Caricaturalement, revenir au 21 mars 1804 afin de réussir aujourd'hui ce que nous ratâmes alors.

27/ Sur notre champ des possibles constitutionnel, ce que la loi permet importe nettement plus que ce qu'elle interdit ou oblige : immensité du potentiel de la création institutionnelle ou biomimétique.

28/ Otto SCHARMER, dans *La théorie U* (2016), propose (entre autres) de prototyper les entreprises visant à valoriser le futur émergent. Idée séduisante de laquelle l'ÉSS devra élaguer le principe de maximiser les bénéfices par un leadership de très haut niveau. Mais aussi le contenu du sous-titre : « Renouveler le leadership » passe très mal chez nous. Nous savons trop que la réussite de nos projets et l'efficacité de notre entreprise repose la combinatoire optimale de nos compétences individuelles à l'instant t de l'action ou de l'analyse, puis de l'enthousiasme commun qu'elle nous insuffle. L'ÉSS a besoin seulement, dans ce monde d'économie financière dominante, d'une régulation interne automatique de son fonctionnement, d'être en boucle réactive, dirait Edgar Morin (1990).

29/ Adoptons d'Otto Scharmer seulement, dans cette communication, la logique de son processus, même si nous admettons qu'il nécessite une étude sérieuse et probablement longue pour en maîtriser tous les aspects. Cette logique nous pousse à choisir, dans le champ des

⁵ Communauté militaire laïque féodale de chevaliers.

possibles propre à l'ÉSS, quelques occurrences par ordre d'urgence, mais aussi de généralité. J'ai conscience que le choix de cette communication émerge d'un parcours individuel, d'un mix singulier de connaissances empiriques et théoriques ; donc forcément controversable.

30/ A priori, proposons de prototyper, d'expérimenter des modalités (des règles) de fonctionnement, dans 4 types d'organisation : (1) des entreprises locales de contrepuissance économiques aux pouvoirs politique et administratif locaux ; (2) une entreprise nationale mutualisant le patrimoine financier des membres de l'ÉSS à parti de guichets locaux ; (3) des entreprises locales de logique et fonctionnement commun ; (4) des entreprises de droit commun pouvant faire jeu égal avec le secteur concurrentiel (énergie, habitat, services, artisanat) par la logique coopérative. L'occurrence (3) est traitée par les trois autres ; elle bénéficie de l'urgence de la première.

31/ (1) **Contrepouvoir économique locaux**. Dans l'histoire, chaque fois que les progrès d'une culture se trouvèrent bloquer par la domination des pouvoirs administratif et politique, elles inventèrent des contrepuissances économiques locaux afin de renverser la situation. La logique politique de telles réactions relève de l'efficacité des boucles récursives repérées par Edgar Morin (1990) ; et représentées par les mathématiques fractales de Benoît Mandelbrot (1975).

32/ L'histoire commence à Athènes, vers 430 avant notre ère, lorsqu'elle institue cinq orateurs syndics chargés de porter la parole des non-citoyens (métèques, esclaves) devant l'assemblée législative (l'agora) des citoyens. Ces non-citoyens assument les fonctions économiques de la cité-État sans disposer d'aucun droit politique : ils revendiquent la sûreté juridique de leurs activités devant les lois progressistes de l'instance politique. Le syndicat athénien représente donc une instance de régulation par le pouvoir économique. L'histoire de la représentation par mandataire ad hoc va durer jusqu'à la Révolution en France et dans le monde occidental sans trop d'à coup. Les syndics de copropriété en sont l'exemple vivace ; mais la représentation par mandat syndical reste toujours possible.

33/ Elle continue par l'institution des bans francs vers l'an 500 après notre ère par Clovis (St Rémi). Le ban franc, financé par le fisc royal, se crée par association volontaire locale entre chrétiens, hommes libres, comme contrepuissance économique aux chefferies locales politiques, voire querelleuses. La culture chrétienne, reposant sur la bienveillance envers le prochain, favorise une économie plus prospère que celle du pillage. Ils devaient aboutir, 300 ans plus tard, à l'Empire carolingien. Puis, par conséquence, à la régression féodale, lorsqu'il s'écroula. Les bans francs font émerger une logique merveilleuse : l'État ne finance qu'un seul processus de développement local qui repose sur la mise en réseau des acteurs locaux, maître de leurs décisions. Cette politique durera près de 3 siècles.

34/ Le troisième avatar des contrepuissances économiques locaux survient en France au mois de décembre 1789 lorsque deux décrets, initié par la Constituante, crée un procureur-syndic élu par commune (14 décembre 1789), district et département (procureur-syndic général) le 22 décembre 1789 ; ils sont chargés du respect des intérêts des citoyens face aux pouvoirs administratifs locaux. Je n'ai trouvé aucun signe évident de leurs actions au service de citoyens lésés. Les guerres civile et étrangère de la Révolution entraînent leur suspension, puis leur suppression.

35/ Dernier avatar, la loi du 21 mars 1884 crée les syndicats locaux sans syndic par simple déclaration à la mairie du siège par un syndiqué habilité. L'institution syndicale fut rapidement phagocytée par les syndicalismes ouvrier et patronal nationaux. Il n'empêche que la loi les

définit comme des institutions locales de défense d'intérêts économiques ; la notion de connexité est suffisamment large pour couvrir tous les intérêts individuels des habitants d'une commune. Cependant, dans l'institution syndicale, ce qui intéresse l'ÉSS est sa logique de défense des intérêts économiques des membres de l'institution ; aucune loi n'interdit à une société civile, une coopérative, une mutuelle ou un groupement d'intérêt économique d'avoir comme objet la défense des intérêts économiques de ses membres.

36/ Compte tenu de la déliquescence du corps politique et de la main mise de l'économie financière sur l'économie générale de la nation, il importe que l'ÉSS mette en place rapidement des institutions de contrepouvoir économique local. L'économie locale reste indemne et conserve ses réactions homéostatiques remarquables aux variations de l'environnement presque en temps réel.

37/ **(2) Mutualiser le patrimoine financier.** L'idée provient de trois constats pratiquement concomitants : (1) Dès le mois d'avril 2020 le MIT a publié des travaux qui concluaient au manque d'assurance sociale susceptible de réguler l'effet de catastrophe pandémique⁶ ;

38/ (2) En 2019, les ménages qui détiennent 93% de la créance nationale n'obtiennent que 14% des produits de la nation (gains de patrimoine + PIB) alors que les sociétés financières qui détiennent 5% des créances émargent à 31% des produits ! Les ménages sont le créancier en dernier ressort de la Nation. Autrement dit : en 2019 les français mirent au pot chacun environ 60 400 € pour ne retirer que 11 300 € de produit : mauvais choix. À mettre son patrimoine financier au service de la Nation mieux vaudrait trouver un moyen de le mutualiser au service de l'ÉSS. Et que cette mutuelle soit une mutuelle de patrimoine financier. C'est à dire que si vous avez versé 60 000 € à votre mutuelle pour n'utiliser que 10 000 € de prestations, vos héritiers deviendront ayant droit des 50 000 € de votre compte, en y adhérant ; votre patrimoine financier restera dans la mutuelle.

39/ (3) Comme vous le savez depuis quelques années, l'État règle en 12^{ème} chaque mois les dotations et subventions aux collectivités locales au motif qu'une trésorerie fluide leur permet de régler sans délais leurs fournisseurs, régularise le fonctionnement des entreprises industrielles. Par ailleurs, il ferme les yeux sur le déséquilibre réel de leur budget ; en gros, il favorise les budgets prévoyant une marge bénéficiaire. Il n'y a qu'un seul Trésor Public. Résultat des courses : ce sont les collectivités locales qui règlent effectivement subventions et dotations accordées par l'État avec leurs avances de trésorerie. En introduisant la notion de Trésor Social dans notre mutuelle patrimoniale, le financement de l'ÉSS est assuré sur le long terme et elle n'a plus à craindre les difficultés de trésorerie. En pratique, il s'agit de mettre à la disposition du fonctionnement de l'ÉSS le patrimoine financier de ses membres au lieu de le laisser à disposition des sociétés financières afin qu'elles financent les opérations spéculatives des sociétés non financières. La Banque de France sait très bien faire cela : elle détient les comptes au Trésor des collectivités territoriales.

40/ Ces trois constats établissent que l'ÉSS peut **très bien** tourner basée sur le patrimoine financier de ses membres ; que l'utilité sociale soit, au moins, bien financée. Par exemple, la puissance économique des fondations qui représente environ 4% des salariés de l'ÉSS a été

⁶ Je n'ai pas référencé cette étude sur le coup et je ne connais pas l'américain pour la retrouver. Mais il est assez facile de valider ses conclusions. Par exemple, les communes qui disposent en moyenne de 151 jours de trésorerie ne subissent aucun préjudice épidémique criant.

étudié⁷ sous l'égide du Centre Français des Fondations par notre collègue Viviane Tchernonog (2018) : en 2013, le nombre de salariés employés par ses structures s'élevait à 84 000, les actifs gérés étaient de 21 869 millions d'euros, et les dépenses étaient de 7 154 millions d'euros. Les actifs financiers ne sont autres que du patrimoine financier des ménages extrait des griffes des sociétés financières. Le placement de son patrimoine financier en fondation atteint un rendement de 33% ! En 2019, la moyenne de l'économie française est de 7%. Si nous considérons que leurs dépenses⁸ correspondent à leur participation au PIB, l'apport par salarié atteint 85 200 €, loin d'être ridicule pour un PIB par habitant de 36 200 € en 2019 (compte de la nation INSEE)

42/ **(3) Entreprises ÉSS de droit commun.** Il paraît logique pour tous que les entreprises de l'ÉSS qui sont concurrentielles sur leur secteur d'activité, par exemple l'énergie, la finance, l'artisanat ou l'agriculture s'extrait des règles contraignantes de l'ÉSS. Concurrentielles, cela dit que leurs coûts de production sont inférieurs à ceux des entreprises de droit commun, mais pas les raisons : (1) elles utilisent beaucoup de travail bénévole, (2) la logique de la coopération est nettement plus efficiente que le leadership et le management, surtout poussés à l'absurde, (3) elles ne recherchent pas la lucrativité.

43/ Il semble échapper à l'opinion publique en général mais aux discours politique et médiatique lourdement que (1) 1 € de bénéfice pour un producteur, c'est un 1 € de maléfice pour le consommateur ; d'autant plus que la pression sur le producteur fait que le bénéfice va, in fine, au distributeur ; (2) lorsque la marge bénéficiaire prévisionnelle, celle qui établit le prix, voire le coût, couvre plusieurs fois le risque réel, il n'y a plus risque, mais rente ; (3) une activité rentable procure un rente, pas un produit coûteux difficile à commercialiser : devant chaque € de dette, il y a 1 euro de créance dont personne ne dit mot ; (4) l'obtention de subventions légales demande un travail important, ni reconnu, ni rémunéré ; dont le rendement est toujours inférieur à sa propre activité professionnelle, voire inférieure au SMIC. Alors que l'utilité sociale des entreprises privées ou publiques est financée par des taxes ou des prix réglementés automatiques.

44/ L'idéal serait de mettre au point un système automatisé que rémunère à sa valeur le travail bénévole d'utilité sociale et remplace le système de subventionnement euro par euro, par exemple à partir des résultats déclarés comme pour les travailleurs d'aide à domicile (crédit d'impôt).

45/ Pour avoir été invité à la consultation de Guy Hascoët en 2000 et y avoir défendu, seul, ce point de vue ; cependant bien entendu par l'administration, il ne s'agit ni d'une impossibilité légale, ni d'une trahison ; mais clairement de mobiliser optimalement la mouvance de l'économie solidaire. La consultation, sur ce point, déboucha, dans la loi du 17 juillet 2001, sur l'adaptation des Sociétés par Action Simplifié (SAS) à l'économie solidaire en limitant raisonnablement la responsabilité personnelle des militants. En effet, il devenait facile de créer un SAS avec un capital social sérieux et variable, sans but lucratif et un statut de coopérative ou de mutuelle. Donc, un outil d'ÉSS efficace.

⁷ <http://www.centre-francais-fondations.org/fondations-fonds-de-dotation/le-secteur/les-fonds-et-fondations-en-france/panoramas-des-fonds-et-fondations-depuis-2005/les-fonds-et-fondations-de-2001-a-2014-en-france/view> [archive]

⁸ Logique pour des entreprises dont les seules recettes sont financières

46/ L'imagination et la créativité de l'ÉSS peut mettre au point des types infinis d'entreprises de droit communs susceptibles d'aboutir non seulement ses objets légaux, mais encore d'en faire émerger des nouveaux ; pour n'en citer qu'un, la réduction des inégalités.

4/ Conclusion : trois objectifs du processus de prototypage

47/ La logique des Groupement d'Intérêt Économique (GIE) permet de remonter de l'échelon ménage à l'échelon national, échelon par échelon, en conservant les objectifs vertueux de l'ÉSS ; de franchir en pratique la principale difficulté à laquelle elle se confronte. Des entreprises locales à l'entreprise communale ; des entreprises communales à l'entreprise communauté de communes ou métropolitaine ; des entreprises communauté de commune à l'entreprise départementale ; des entreprises départementales à l'entreprise régionale ; des entreprises régionales à l'entreprise nationale. Le tout avec une agilité que les collectivités locales ne peuvent acquérir.

48/ Devant le minuscule champ de ce qu'autorise ou interdit la loi, s'étend le champ presque infini du contrat entre acteurs de l'ÉSS : **la loi des parties**. Valorisons-le suivant trois modalités :

49/ L'ÉSS comme contre-pouvoir économique local

50/ L'ÉSS comme gérante du patrimoine financier mutualisé de ses membres

51/ L'ÉSS comme entreprise de droit commun

52/ Pour ceux que cette voie inquiéterait, l'ÉSS préférera toujours vivre en Utopie qu'en Absurdie. (bernard garrigues, ce 6 avril 2022)

BIBLIOGRAPHIE

Gaudin Thierry, L'écoute des silences, 10/18 Éditeur, 1978

Hegel Georg, Principe de la philosophie du droit, Gallimard, 1940

Hiez D., Lavillunière E., Vers une théorie de l'économie sociale et solidaire, Larcier, 2013

Morin Edgar, Introduction à la pensée complexe, ESF Éditeur, 1990

Ostrom Élinor, Gouvernance des biens communs, Édition de Boeck, 2010

Scharmer Otto, La théorie U, Éditions Yves Michel, 2016

Theillard de Chardin Pierre, Le phénomène humain, Édition du Seuil, 1955

12 RAPES

ANNEXE I

GRILLE D'ANALYSE ÉSS 1

GOUVERNANCE				
Démocratique				
Non lucrative				
	Coopérative	Mutuelle	Association	Société commerciale
Soutien				
Lien social				
Éducation Populaire				
Développement durable				
RÉSULTATS				
Comptes de résultats/Bilan				
Taux de marge				
Énergie				
Heures de travail				

Avertissement : ce processus d'analyse provient d'une pratique de contrôleur de gestion professionnel personnelle. Il n'offre aucune garantie de processus normé par la loi ou des règles du métier. Il est basé sur la loi du 31 juillet 2014

ANNEXE I
PROCESSUS ANALYTIQUE 1

	GOVERNANCE	Champ d'analyse	Unités	Valeur 1	Valeur 2	Valeur 3
1	Démocratie	Connaissance et adhésion d'engagement aux statuts	Oui/non			
2	Lucrativité	Bénéfices : oui/non	%			
	TYPE					
3	Coopérative	SARL, SA, SAS, COMANDITE, Etc ...				
4	Mutuelle	Code la mutualité, Code des assurances				
5	Association Fondation	Association, Fondation, Mécénat				
6	Société commerciale	SARL, SA, SAS, COMANDITE, Etc ...				
	OBJET	OUI/NON				
7	Soutien	OUI/NON				
8	Lien social	OUI/NON				
9	Éducation populaire	OUI/NON				
10	Développement durable	OUI/NON				
	RÉSULTATS					
11	Compte de résultat/ Bilan	Comptes règlementaires certifiés	€			
12	Bénéfice	Taux de marge	%			
13	Énergie	Solde énergie dégradée - énergie gradée, stockée ou commercialisée	kWh			
14	Heures de travail	Travail salarié	h			

Avertissement : ce processus d'analyse provient d'une pratique de contrôleur de gestion professionnel personnelle. Il n'offre aucune garantie de processus normé par la loi ou des règles du métier. Il est basé sur la loi du 31 juillet 2014

ANNEXE II

GRILLE D'ANALYSE ÉSS 2

GOUVERNANCE				
Démocratique				
Équité				
Non lucrative				
Puissance néguentropique				
Solidarité				
	Coopérative	Mutuelle	Association	Société commerciale
Soutien				
Lien social				
Éducation Populaire				
Développement durable				
RÉSULTATS				
Comptes de résultats/Bilan				
Excédent				
Énergie				
Heures de travail				

Avertissement : ce processus d'analyse provient d'une pratique de contrôleur de gestion professionnel personnelle. Il n'offre aucune garantie de processus normé par la loi ou des règles du métier. Il est basé sur une vision possible de l'ÉSS

**ANNEXE II
PROCESSUS ANALYTIQUE 2**

	GOUVERNANCE	Champ d'analyse	Unités	Valeur 1	Valeur 2	Valeur 3
1	Démocratie	Connaissance et adhésion d'engagement aux statuts	Oui/non			
2	Équité	Minimum et Maximum de salaire	€ par an			
3	Lucrativité	Bénéfices : oui/non	%			
4	Puissance néguentropique	Organisation efficace de l'information utile entre les membres. Symétrie	%			
5	Solidarité	Mutualisation des ressources	%			
	TYPE					
6	Coopérative	SARL, SA, SAS, COMANDITE, Etc ...				
7	Mutuelle	Code la mutualité, Code des assurances				
8	Association Fondation	Association, Fondation, Mécénat				
9	Société commerciale	SARL, SA, SAS, COMANDITE, Etc ...				
	OBJET					
10	Soutien	OUI/NON				
11	Lien social	OUI/NON				
12	Éducation populaire	OUI/NON				
13	Développement durable	OUI/NON				
	RÉSULTATS					
14	Compte de résultat/ Bilan	Comptes règlementaires certifiés	€			
15	Excédent	Recettes - Dépenses de l'exercice	€			
16	Énergie	Solde énergie dégradée - énergie gradée, stockée ou commercialisée	kWh			
17	Heures de travail	Travail salarié + Travail bénévole	h			

Avertissement : ce processus d'analyse provient d'une pratique de contrôleur de gestion professionnel personnelle. Il n'offre aucune garantie de processus normé par la loi ou des règles du métier. Il est basé sur une vision possible de l'ÉSS